



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbrodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Didier Molders, Suat Kuraoglu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.10.16

#Objet : Question orale de Madame Muriel Koch, conseillère communale (cdH+)#

Séance publique

Secrétariat

Concerne : Les avancées concernant le développement territorial du quartier Delta et du schéma directeur Delta Herrmann-Debroux.

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers Collègues,

Le 8 octobre dernier, certains Auderghemois ont eu le plaisir de visiter le CHIREC à peine sorti de terre. D'autres aménagements seront également développés aux abords du pôle hospitalier. Dans la mesure du possible, je plaide pour que ces derniers ne verse pas dans une sectorisation à outrance (avec affectation unique) mais dans l'optique d'un développement d'une zone mixte alliant, habitations et infrastructures - plus que nécessaires - le tout érigé dans des proportions équilibrées.

Vous l'aviez souligné dans le plan triennal 2016-2018, il reste à définir la partie Sud du quartier DELTA qui doit d'ailleurs faire l'objet d'un schéma directeur.

Qu'est-ce qu'un schéma directeur ? Le schéma directeur préfigure les grandes tendances d'aménagement ou de réaménagement des zones stratégiques d'intérêt régional.

Ce schéma directeur qui nous préoccupe peut hypothétiquement s'étendre du quartier Delta en passant par Beaulieu et couvrirait l'E411 et la promenade verte, le viaduc Herrmann-Debroux pour terminer enfin aux limites des frontières régionales mais aussi communales du site des Trois fontaines et puis de la tour Smart.

Il y aura aussi sans doute une partie réglementaire à ce schéma. L'enjeu est donc de taille, notamment en ce qui concerne l'avenir du viaduc et de manière plus globale, la vision de l'entrée de la ville. La commune d'Auderghem, faisant partie du comité d'accompagnement de ce schéma directeur, a la possibilité de prendre connaissance des développements envisagés par la Région et de rendre des avis.

Cette opportunité est un rendez-vous à ne pas manquer. Les impacts en termes de mobilité seront énormes. Delta-Sud, si elle revoie de manière patronymique à la station de Métro Delta, sera à pied bien éloignée de cette dernière. La circulation aux alentours déjà difficile, risque de se détériorer.

Chers membres du collège des Bourgmestre et Echevins,

- Avez-vous pu prendre connaissance des premiers jalons du schéma directeur ?
- Quels sont les points d'attentions que vous avez relevé ?
- Quelles seront vos exigences en ce qui concerne cette zone stratégique ?

Je vous remercie pour vos réponses.

• Réponse de Christophe Magdalijns, Bourgmestre f.f.

Madame la Conseillère,

Comme vous le dites, le processus est en cours. Nous y prenons part au travers du comité d'accompagnement où nous défendons l'intérêt des Auderghemois.

Avant tout, rappelons les éléments suivants :

- La volonté de la majorité de voir redéfinie l'entrée de ville. C'est de longue date, dix ans au moins, que nous œuvrons à convaincre toutes les parties prenantes que l'entrée de ville doit avoir un caractère urbain. Cela signifie la disparition de l'infrastructure autoroutière au profit d'un aménagement urbain.
- La volonté de la commune d'accueillir le CHIREC car nous voyons le développement d'un tel pôle comme un réelle opportunité, notamment pour la prise en charge en urgence des Auderghemois ou pour la création d'emplois.
- La volonté de DéFI d'élargir du périmètre d'étude et d'intervention pour appréhender tous les enjeux liés à l'entrée de ville de Notre-Dame-au-Bois à Delta et comprenant des sites comme celui de la CEE et de Redevco.

Notre démarche s'est donc matérialisée dans l'accord de gouvernement régional que nous avons négocié et dans le plan triennal communal.

Je voudrais par ailleurs souligner que si la démarche est jugée d'intérêt régional par certains, dans le rôle qui est le mien, j'affirme que la démarche est d'abord local. Il s'agit de préserver et améliorer la qualité de vie des Auderghemois. C'est cela que nous défendons dans les instances de concertation. Si nous n'étions pas là, à nous battre, qu'aurions-nous aujourd'hui ? 300.000 m² de bureaux pour la Commission européenne ? Un parking de dissuasion plus important à Delta ? Un viaduc préservé et intégré dans les choix de mobilité ? Nos demandes et exigences se résument à :

- Evaluer minutieusement les incidences des projets, en ce compris ceux prévus à Ixelles.
- Porter une attention particulière à la mobilité que l'on veut partagée entre tous les usagers.
- Profiter des opportunités qui se présentent pour corriger les erreurs du passé en matière de transport public suburbain.
- Avoir le souci d'une architecture de qualité.
- Assurer une mixité des fonctions.

- Développer des équipements collectifs indispensables à un développement territorial harmonieux (écoles, crèches, ...).

• Réponse d'Alain Lefebvre, Echevin

Pour rappel,

- le 26 avril 2012, dépôt de la demande de permis Chirec.
- le 28 février 2013 adoption définitive du PPAS Delta Partim par le Conseil communal avec rapport sur les incidences environnementales
- le 22 octobre 2013, délivrance du permis Chirec après réalisation d'une étude d'incidences.
- le 14 juillet 2016, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté les lignes directrices du développement du Delta-triangle (celles-ci ne nous ont pas été notifiées mais un communiqué de presse a été publié sur le site internet du Ministre-Président <http://rudivervoort.be/MP/?tag=triangle-delta>)
- septembre 2016, publication d'un avis de marché par l'ADT pour la réalisation d'un Plan d'Aménagement Directeur (PAD) « Herrmann-Debroux ».
- le 4 octobre 2016, avis du Collège sur la demande de permis aménagement du bld du Triomphe.
- le 11 octobre 2016, avis du Collège sur la demande de permis Delta Ouest.

Via la newsletter du Maître-architecte du 21 septembre 2016, nous avons appris le lancement d'une procédure d'attribution d'un marché de services visant à réaliser un Plan d'Aménagement Directeur à la suite l'adoption le 14 juillet 2016 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des lignes directrices du développement du Delta-triangle et a mandaté le BBP (ADT+DEP) de lancer l'élaboration d'un Plan d'Aménagement Directeur (PAD) « Herrmann-Debroux ». Ce PAD s'étend de l'entrée de la Région (E411) jusqu'au Delta-triangle. Il englobe le site Redevco (Carrefour), les bureaux de l'Europe à Beaulieu, le parking de transit Delta et Delta-triangle. Il définit également un périmètre d'observation territorial beaucoup plus large des effets potentiels du PAD. Les candidatures doivent être déposées le 28 octobre 2016.

La commune a été associée au Comité d'accompagnement.

Le 19 octobre 2016 : présentation d'une première version de l'étude de définition consécutive à 3 ateliers, mobilité et espaces publics (24 juin 2016), mixité fonctionnelle et activités économiques (1 juillet 2016) et espaces de la vie locale (7 juillet 2016).

L'état des lieux des diverses problématiques (mobilité, paysage et environnement, activités et mixité fonctionnelle et grands projets) a été dressé et se conclu par une liste des enjeux et ambitions. Nous examinons actuellement ce document en vue d'y réagir.

Le Ministre-Président a l'intention d'aboutir pour fin 2017.

Il convient de préciser que le PAD ne fera partie de l'arsenal réglementaire urbanistique bruxellois qu'après adoption du nouveau Cobat annoncée pour fin 2016.

Nos points d'attention

D'une manière générale, la mobilité, l'impact sur les quartiers voisins, sur la forêt de Soignes et Rouge-Cloître.

La réalisation de parking de transit en un lieu approprié et non pas à Delta en sortie d'Auderghem.

Les aménagements d'un espace public de qualité répondant aux besoins de tous les usagers et donc également aux piétons, cyclistes, transports publics.

La création d'une nouvelle école communale et d'une crèche communale supplémentaire à Delta.

L'aménagement d'un boulevard urbain en entrée de ville et démolition du viaduc Herrmann-Debroux dans le cadre d'un plan global de mobilité réduisant la pression automobile grâce , notamment, au déploiement d'alternatives en transport public.

Le site Redevco (Carrefour) : accroissement de la mixité du site, création d'un nouveau quartier intégré à la ville et suppression des vastes parkings à l'air libre.

Avenue de Beaulieu : un nouveau déploiement de l'Europe est évoqué sans être plus précisément défini. Nous considérons que l'immeuble du bas de l'avenue de Beaulieu présente un réel intérêt architectural.

Parking Delta : revalorisation de l'enveloppe du dépôt Stib et développement d'un projet immobilier

Bureaux bld du Triomphe, angle Delta : développement d'un projet mixte aux normes actuelles

Chirec : achèvement du projet y compris Delta-Ouest y compris l'accès à partir de l'E411 et le réaménagement du boulevard du Triomphe.

Delta-Triangle ou Delta-Sud : mixité du quartier, espaces verts, raccord avec les quartiers voisins (Chirec, Ixelles et Watermael-Boitsfort) et avec les transports publics (gares Etterbeek et Delta, stations de métro Beaulieu et Delta)

Plaine des Manœuvres Ixelles : La région ne semble pas prendre en compte les importants développements envisagés par Ixelles (doublement des m² construits). Il nous semble qu'avant d'approuver ce PPAS, il convient d'intégrer cette zone dans le PAD.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 02 décembre 2016

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;
Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Didier Molders, Suat Kuraoglu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.10.16

#Onderwerp : Vraag van Mevrouw Muriel Koch, Gemeenteraadslid (cdH+)#

Openbare zitting

Secretariaat

Betreft: de vorderingen betreffende de territoriale ontwikkeling van de Deltawijk en van het richtschema Delta Herrmann-Debroux

Geachte heer burgemeester,

Dames en heren schepenen,

Beste collega's,

Op 8 oktober kregen een aantal inwoners van Oudergem de kans om het pas gebouwde CHIREC te bezoeken. In de omgeving van de ziekenhuispool worden ook andere voorzieningen ontwikkeld. In de mate van het mogelijke pleit ik ervoor dat deze laatste niet vervallen in een overdreven sectorisatie (met een unieke bestemming), maar wel kaderen in de optiek van de ontwikkeling van een gemengde zone waar - broodnodige -woningen en infrastructuur worden gecombineerd en alles wordt gebouwd in evenwichtige verhoudingen.

In het driejarenplan 2016-2018 had u benadrukt dat het zuiddeel van de Deltawijk, waarvoor trouwens een richtschema moet worden opgesteld, nog moet worden bepaald.

Wat is een richtschema? Het richtschema kondigt de grote tendensen aan vóór de aanleg of de heraanleg van de strategische gebieden van gewestelijk belang.

Dit richtschema dat ons bezighoudt, kan zich hypothetisch gezien uitstrekken van de Deltawijk tot Beaulieu en zou de E411, de groene wandeling en het Herrmann-Debrouxiaduct omvatten om tot slot te eindigen aan de gewestelijke, maar ook gemeentelijke grenzen van het domein Drie Fonteinen en vervolgens van de site van de Smarttoren.

Dit schema zal wellicht ook een reglementair deel bevatten. Het gaat dus om een zeer grote uitdaging, onder meer op het vlak van de toekomst van het viaduct en meer in het algemeen wat de visie over de stadstoegang

betreft. De gemeente Oudergem die deel uitmaakt van het begeleidingscomité van dit richtschema, heeft de mogelijkheid om kennis te nemen van de door het Gewest overwogen ontwikkelingen en adviezen uit te brengen.

Dit is een kans die men niet mag laten liggen. De impact op het vlak van de mobiliteit is enorm. Delta Zuid, dat patronymisch wel verwijst naar het metrostation Delta, zal te voet nochtans ver verwijderd zijn van dit station. Het risico bestaat dat de al erg moeilijke verkeerssituatie in de omgeving nog zal verslechtern.

Beste leden van het college van burgemeester en schepenen,

- Heeft u kennis kunnen nemen van de eerste krijtlijnen van het richtschema?
- Welke aandachtspunten heeft u vastgesteld?
- Wat zijn uw eisen voor deze strategische zone?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

• Antwoord van Christophe Magdalijns, waarnemend burgemeester

Mevrouw het gemeenteraadslid,

Zoals u al zei, is de procedure aan de gang. Wij nemen eraan deel via het begeleidingscomité waarin wij de belangen van de inwoners van Oudergem verdedigen.

Allereerst wil ik wijzen op de volgende elementen:

- de wil van de meerderheid om de stadstoegang geherdefinieerd te zien. Wij ijveren al erg lang - minstens 10 jaar - om alle belanghebbenden ervan te overtuigen dat de stadstoegang een stedelijk karakter moet krijgen. Dit houdt in dat de autoweginfrastructuur plaats moet ruimen voor een stedelijke inrichting;
- de wil van de gemeente om het CHIREC op haar grondgebied onder te brengen, aangezien wij de ontwikkeling van een dergelijke pool als een reële opportuniteit beschouwen, onder meer voor de dringende medische behandeling van de inwoners van Oudergem of het scheppen van werkgelegenheid;
- de wil van DéFI om de studie- en interventieperimeter uit te breiden om een duidelijk inzicht te krijgen in alle uitdagingen die verband houden met de stadstoegang van Jezus-Eik ter hoogte van Delta, die sites als de Europese Commissie en Redevco omvat.

Onze benadering werd dus vastgelegd in het gewestelijk regeerakkoord dat wij na onderhandelingen hebben gesloten, en in het gemeentelijk driejaarplan.

Ik zou bovendien willen benadrukken dat de benadering door sommige van gewestelijk belang wordt geacht. Vanuit mijn functie bevestig ik dat het in de eerste plaats gaat om een lokale benadering. Ze is bedoeld om de levenskwaliteit van de inwoners van Oudergem te behouden en te verbeteren. Dat is wat wij verdedigen binnen de overleginstanties. Als wij er niet waren om te strijden, waar zouden wij vandaag dan staan? 300.000 m² kantoorruimte voor de Europese Commissie? Een grotere transitparking in Delta? Een behouden en in de mobiliteitskeuzes opgenomen viaduct?

Onze verzoeken en eisen kunnen als volgt worden samengevat:

- de gevolgen van de projecten, met inbegrip van die in Elsene, zorgvuldig inschatten

- bijzondere aandacht besteden aan de mobiliteit waarvan men wil dat ze wordt gedeeld tussen alle gebruikers
- de opportuniteiten die zich aandienen aangrijpen, om de fouten die in het verleden werden gemaakt op het vlak van substedelijk openbaar vervoer recht te zetten
- oog hebben voor een architectuur van hoge kwaliteit
- een gemengdheid van functies garanderen
- collectieve voorzieningen tot stand brengen die onmisbaar zijn voor een harmonieuze territoriale ontwikkeling (scholen, kinderdagverblijven, ...)

- **Antwoord van Alain Lefebvre, schepen**

Ter herinnering,

- 26 april 2012: indiening van de vergunningsaanvraag voor CHIREC
- 28 februari 2013: definitieve goedkeuring van het BBP Delta Partim door de gemeenteraad met een milieueffectenverslag
- 22 oktober 2013: aflevering van de vergunning voor CHIREC na uitvoering van een effectenstudie
- 14 juli 2016: de Brusselse Hoofdstedelijke Regering keurt de krachtlijnen van de plannen voor de ontwikkeling van de Deltadriehoek goed (die werden ons niet meegedeeld, maar er werd een persbericht gepubliceerd op de website van de minister-president <http://rudivervoort.be/MP/nl/tag/delta-driehoek>)
- september 2016: publicatie van een aankondiging van opdracht door het Agentschap voor Territoriale Ontwikkeling (ATO) voor de opstelling van een richtplan van aanleg (RVA) "Herrmann-Debroux"
- 4 oktober 2016: advies van het college over de vergunningsaanvraag voor de aanleg van de Triomflaan
- 11 oktober 2016: advies van het college over de vergunningsaanvraag voor Delta West

Via de newsletter van de meester-architect van 21 september 2016 hebben wij vernomen dat er een procedure werd opgestart voor de gunning van een opdracht voor diensten met als doel de opstelling van een richtplan van aanleg in aansluiting op de goedkeuring van de krachtlijnen van de plannen voor de ontwikkeling van de Deltadriehoek op 14 juli 2016 door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, die het BPB (ATO+DSP) belastte met het uitwerken van een richtplan van aanleg (RVA) "Herrmann-Debroux". Dit RVA strekt zich uit van de ingang van het Gewest (E411) tot de Deltadriehoek. Het omvat het retailpark Redevco (Carrefour), de kantoren van de Europese Commissie in Beaulieu, de transitparking Delta en de Deltadriehoek. Het legt eveneens een veel ruimere territoriale observatieperimeter van de mogelijke effecten van het RVA vast. De kandidaturen moeten worden ingediend op 28 oktober 2016.

De gemeente werd betrokken bij het begeleidingscomité.

Op 19 oktober 2016 werd een eerste versie van de definitiestudie voorgesteld na 3 workshops: mobiliteit en openbare ruimte (24 juni 2016), functionele gemengdheid en economische activiteiten (1 juli 2016) en lokale leefruimten (7 juli 2016).

De stand van zaken betreffende de verschillende problemen (mobiliteit, landschap en leefmilieu, activiteiten en functionele gemengdheid en grote projecten) werd opgesteld en eindigt met een lijst met uitdagingen en ambities. Wij zijn dit document momenteel aan het onderzoeken om erop te kunnen reageren.

De minister-president heeft het voornemen om dit tegen eind 2017 af te ronden.

Er dient te worden verduidelijkt dat het RVA pas deel zal uitmaken van hetarsenaal van Brusselse wetten over stedenbouw na de goedkeuring van het nieuwe Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), dat tegen eind 2016 zou klaar zijn.

Onze aandachtspunten

Over het algemeen, de mobiliteit, de impact op de omliggende wijken, het Zoniënwoud en Rood Klooster

De aanleg van een transitparking op een geschikte plaats, en niet in Delta aan de uitgang van Oudergem

De inrichting van een kwaliteitsvolle openbare ruimte die beantwoordt aan de noden van alle gebruikers en dus ook de voetgangers, de fietsers en het openbaar vervoer

De bouw van een nieuwe gemeenteschool en een extra gemeentelijke kinderopvang in Delta

De aanleg van een stadslaan aan de stadstoegang en de afbraak van het Herrmann-Debrouxviaduct in het kader van een globaal mobiliteitsplan ter vermindering van de autodruk dankzij onder meer de ontwikkeling van alternatieven voor het openbaar vervoer

De site Redevco (Carrefour): toename van het gemengde karakter van de site, ontwikkeling van een nieuwe in de stad geïntegreerde wijk en schrappen van grote openluchtparkings

Beaulieulaan: een nieuwe ontplooiing van Europa wordt aangehaald zonder dat dit nader wordt toegelicht en vastgelegd. Wij zijn van mening dat het gebouw aan het einde van de Beaulieulaan over een reëel architecturaal belang beschikt.

Parking Delta: opwaardering van de buitenkant van de stelplaats van de MIVB en ontwikkeling van een vastgoedproject

Kantoren Triomflaan, hoek Delta: ontwikkeling van een gemengd project dat voldoet aan de huidige normen

CHIREC: voltooiing van het project, met inbegrip van Delta West en ook de toegang vanaf de E411 en de heraanleg van de Triomflaan

Deltadriehoek en Delta Zuid: gemengd karakter van de wijk, groene ruimten, aansluiting op de omliggende wijken (CHIREC, Elsene en Watermaal-Bosvoorde) en het openbaar vervoer (station van Etterbeek en Delta, metrostations Beaulieu en Delta)

Oefenplein in Elsene: het Gewest lijkt geen rekening te houden met de grootschalige ontwikkelingsprojecten die worden overwogen in Elsene (verdubbeling van de gebouwde m²). Alvorens dit BBP goed te keuren, lijkt het ons beter om deze zone op te nemen in het RVA.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 02 december 2016

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbrodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Didier Molders, Suat Kuraoglu, *Conseillers communaux*.

Séance du 27.10.16

#Objet : Question orale de Monsieur André Decourrière, conseiller communal (ECOLO-GROEN)#+

Séance publique

Secrétariat

Concerne : restriction de l'accès à l'académie communale d'Auderghem

Le recours à l'enregistrement des empreintes digitales pour identifier les élèves et/ou les parents et pour permettre l'accès à un établissement scolaire nous interpelle au regard du respect de la vie privée et des données personnelles des citoyens.

Les questions suivantes doivent donc être posées :

- un contrôle de ce niveau est-il considéré comme proportionnel à la situation particulière de l'établissement?
- l'établissement s'est-il conformé et se conforme-t-il aux dispositions de la loi du 8.12.1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et, plus spécialement, le pouvoir organisateur a-t-il procédé à une analyse préalable circonstanciée visant au respect du principe de proportionnalité prévu par l'article 4 de la loi et a-t-il vérifié si l'on pouvait aboutir à un contrôle efficace en ayant recours à un autre système, moins intrusif, tel un badge personnel?
- les parents doivent-ils donner leur consentement conformément à l'article 5 de la loi précitée et sont-ils, à cette fin, et en tout état de cause, parfaitement informés sur les raisons et les objectifs du système qui a été ou qui sera choisi?

- **Réponse de Monsieur Christian Coppens, Echevin**

Tout d'abord, il convient d'être clair sur le caractère contraignant ou pas du système d'accès avec enregistrement : nul n'est obligé de faire enregistrer ses empreintes digitales. Celui ou celle qui s'y refuse sonnera simplement à l'entrée chaque fois qu'il veut pénétrer dans l'établissement.

Le contrôle des accès à nos centres scolaires a été réexaminé à la suite de la mise en niveau 3 du territoire belge. Dans le passé, les crèches avaient fait l'objet d'un tel réexamen et cela avait conduit à investir dans des portes d'accès avec contrôle visuel à distance

Au centre scolaire du Souverain, il est apparu que les accès par des clés classiques posaient un double problème : vu le nombre considérables d'usagers à profils différents (tant en terme d'horaire qu'en terme d'âge, de profession, etc...) et le nombre d'entrées dans l'édifice, un accès contrôlé par un nombre limité de détenteurs de clés était perturbant et très peu souple; en terme de sécurité, dans la réalité, et vu ce défaut pratique, il est apparu que les clés étaient souvent dupliquées sans que nous le sachions ou prêtées et qu'il fallait régulièrement en refaire car elles se perdaient.

L'idée a donc été de sécuriser réellement les accès tout en élargissant l'accessibilité de notre centre scolaire aux usagers et aux différentes catégories de personnel. Le système de contrôle par empreinte digitale nous paraît proportionné d'une part parce qu'il se limite à un établissement qui a des caractéristiques propres qui ne se rencontrent pas, ou pas avec la même intensité dans les autres centres scolaires et il est également proportionné à une situation durable de sécurité au niveau 3. On aurait pu parler de disproportion si le même système avait été généralisé à tous les établissements ou si ce système avait été appliqué sans examen de la situation concrète de terrain.

En outre, dans la pratique, par rapport à un système de clés qui a montré ses limites, il permet de faciliter la vie des usagers puisque tout qui s'enregistre peut accéder à l'infrastructure et est également, du fait même de l'enregistrement, responsabilisé.

Aujourd'hui nous tentons d'affiner progressivement la gestion des trois accès sécurisés (rue des Ecoliers 7 – Grille « vélos » - porte interne vers classes E8, E9 et salle bleue) ; cette proposition rencontre l'assentiment de toutes les Directions concernées (fondamentale, IAPS, ESAC, Ballets Joëlle Morane, Académie ainsi que la concierge du bâtiment. Détails des accès et horaires en fin de document.

En situation d'alerte de niveau 3, cette proposition nous semble à la fois correspondre à une nette amélioration des conditions de sécurité et respecter le fonctionnement et les besoins spécifiques de chaque établissement scolaire.

En situation d'alerte de niveau 4, le dispositif actuel permettra, en supprimant tout accès libre aux bâtiments, de maximaliser la sécurité de tous.

Avec les smartphones, ce système d'accès par empreinte digitale se généralise dans la population sans susciter l'ire des usagers. C'est sans doute la raison pour laquelle les plaintes dont nous sommes saisis sont rares. Elles se comptent sur les doigts d'une seule main et chaque fois, nous rappelons aux personnes qui nous interpellent qu'elles ne sont pas obligées de donner leurs empreintes mais qu'elles peuvent sonner à l'entrée et attendre qu'on leur ouvre.

Seules trois personnes peuvent enregistrer les empreintes et ont été formées à cette fin : une personne pour l'école fondamentale, une personne de l'ESAC et une personne de l'Académie. Après usage, l'ordinateur est placé dans une armoire fermée à clé, au bureau du secrétariat de la Direction du fondamental, local dont seules trois personnes ont la clé : la concierge, la directrice et sa secrétaire. C'est une des rares clés qui n'a jamais été ni perdue ni dupliquée anarchiquement.

Les empreintes ne sont pas utilisées ni traitées de quelque façon que ce soit : elles sont stockées dans une partie verrouillée du disque dur du PC et les données sur les jours et heures où une entrée a été activée par empreinte sont régulièrement et automatiquement détruites parce que la partie verrouillée du disque dur

dédiée à ce stockage a une capacité de stockage limitée à 15.000 items."

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 02 décembre 2016

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;
Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Didier Molders, Suat Kuraoglu, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 27.10.16

#Onderwerp : Vraag van de Heer André Decourrière, Gemeenteraadslid (ECOLO-GROEN) #

Openbare zitting

Secretariaat

Betreft: beperking van de toegang tot de gemeentelijke academie van Oudergem

Het gebruik van de registratie van vingerafdrukken om de leerlingen en/of de ouders te identificeren en de toegang tot een onderwijsinstelling mogelijk te maken roept vragen bij ons op ten aanzien van het respect voor de persoonlijke levenssfeer en de persoonsgegevens van burgers.

De volgende vragen moeten dus worden gesteld:

- staat een controle van een dergelijk niveau in verhouding tot de bijzondere situatie van de instelling?
- heeft de instelling voldaan en voldoet ze aan de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en, meer in het bijzonder, heeft de inrichtende macht vooraf een omstandige analyse uitgevoerd met het oog op de naleving van het proportionaliteitsbeginsel, zoals bedoeld in artikel 4 van de wet, en is ze nagegaan of ze een efficiënte controle kon uitvoeren door gebruik te maken van een ander minder intrusief systeem, zoals een persoonlijke badge?
- moeten de ouders hun toestemming geven, overeenkomstig artikel 5 van de voornoemde wet, en zijn ze in dat verband hoe dan ook perfect geïnformeerd over de redenen en de doelstellingen van het systeem dat werd of zal worden gekozen?

- **Antwoord van de heer Christian Coppens, schepen**

Ten eerste moet er duidelijkheid worden verschafft over het al dan niet dwingende karakter van het toegangssysteem met registratie: niemand is verplicht om zijn vingerafdrukken te laten registreren. Iemand die dit weigert, hoeft gewoon aan de ingang aan te bellen telkens wanneer hij de instelling wil betreden.

De toegangscontrole in onze onderwijscentra werd opnieuw onderzocht naar aanleiding van het verhogen van het niveau van de terreurdreiging naar niveau 3 op het Belgische grondgebied. In het verleden was er al een dergelijk nieuw onderzoek uitgevoerd in de kinderdagverblijven, dat had geleid tot de plaatsing van toegangsdeuren met visuele controle op afstand.

In het Centre Scolaire du Souverain is gebleken dat de toegang met klassieke sleutels aanleiding gaf tot een dubbel probleem: gezien het grote aantal gebruikers met een verschillend profiel (zowel op het vlak van de uren als wat betreft de leeftijd, het beroep, enz.) en het aantal ingangen in het gebouw was een door een beperkt aantal personen met een sleutel gecontroleerde toegang storend en niet echt flexibel; in termen van veiligheid, in de realiteit, en gezien deze praktische tekortkoming is gebleken dat de sleutels vaak werden nagemaakt zonder dat wij het wisten of werden uitgeleend en er regelmatig nieuwe moesten worden bijgemaakt omdat ze verloren raakten.

Het idee werd dus geopperd om de toegangen echt te beveiligen en tegelijk de toegankelijkheid van onze onderwijsinstelling te vergroten voor de gebruikers en de verschillende personeelscategorieën. Het controlesysteem via vingerafdrukken lijkt ons evenredig te zijn enerzijds omdat het zich beperkt tot een instelling die eigen kenmerken heeft die elkaar niet, of niet met dezelfde intensiteit, kruisen in de andere onderwijsinstellingen, en anderzijds omdat het in verhouding staat tot een duurzame veiligheidssituatie van niveau 3. We hadden het kunnen hebben over wanverhouding als hetzelfde systeem in alle instellingen zou worden gebruikt of als dit systeem zou worden toegepast zonder de concrete situatie op het terrein te hebben onderzocht.

Ten opzichte van een systeem met sleutels dat zijn beperkingen heeft aangetoond, vergemakkelijkt dit systeem in de praktijk bovendien het leven van de gebruikers, aangezien iedereen die zich registreert toegang kan krijgen tot de infrastructuur en door de registratie ook verantwoordelijkheidszin wordt bijgebracht.

Vandaag proberen we om het beheer van de drie beveiligde toegangen (Scholierenstraat 7 - Poort "fietsen" - binnendeur naar de klassen E8, E9 en de blauwe zaal) geleidelijk te verfijnen. Alle betrokken directies (basisschool, IAPS, ESAC, Ballets Joëlle Morane, Academie) en de conciërge van het gebouw hebben ingestemd met dit voorstel. De details over de toegangen en uren worden toegelicht aan het einde van het document.

In het geval van een terreurdreiging van niveau 3 lijkt dit voorstel ons bij te dragen tot een aanzienlijke verbetering van de veiligheidsomstandigheden en de werking en de specifieke noden van elke onderwijsinstelling te respecteren.

In het geval van een terreurdreiging van niveau 4 zal het huidige systeem het mogelijk maken om een maximale veiligheid voor iedereen te garanderen door elke vrije toegang tot de gebouwen te verhinderen.

Dankzij de smartphones raakt dit toegangssysteem via vingerafdrukken steeds meer ingeburgerd bij de bevolking zonder dat het weerstand oproept bij de gebruikers. Dit is wellicht de reden waarom wij zelden klachten ontvangen. Ze kunnen op de vingers van één hand worden geteld. Elke keer wijzen wij de personen die ons aanspreken er bovendien op dat ze niet verplicht zijn om hun vingerafdrukken te laten registeren, maar dat ze ook aan de ingang kunnen aanbellen en wachten tot er wordt opengedaan.

Er zijn slechts drie personen die de vingerafdrukken kunnen registreren en hiervoor een opleiding hebben gevuld: één persoon voor de basisschool, een persoon van het ESAC en een van de Academie. Na gebruik wordt de computer in een kast geplaatst in het kantoor van het secretariaat van de directie van de basisschool

en op slot gedaan. Van dit lokaal hebben slechts drie personen een sleutel: de conciërge, de directrice en haar secretaresse. Het is een van de weinige sleutels die nog nooit werd verloren of ongecontroleerd werd bijgemaakt.

De vingerafdrukken worden noch gebruikt noch verwerkt op eender welke manier: ze worden opgeslagen op een vergrendeld deel van de harde schijf van de computer en de gegevens over de dagen en uren waarop een ingang werd geactiveerd door een vingerafdruk, worden regelmatig en automatisch gewist aangezien het vergrendelde deel van de harde schijf dat is bestemd voor deze opslag slechts een beperkte opslagcapaciteit van 15.000 items heeft.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 02 december 2016

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns